

Tribune : Le sociologue et son objet

La sociologie et la réponse à la « demande sociale » *Pour une entente raisonnée avec les médias*

Robert Castel

Cette année les travaux d'un des chercheurs du CEMS ont eu le périlleux honneur de « défrayer la chronique ». Nicole Diederich poursuit depuis plus de 15 ans une recherche obstinée, scrupuleuse, rigoureuse et critique sur le statut conféré par notre société aux handicapés. Ses analyses ont donné lieu à plusieurs publications qui ont obtenu la reconnaissance généralement accordée aux travaux de qualité par la communauté sociologique : pour ceux qui connaissent la littérature savante sur le handicap et le traitement social de la déviance, elle passe pour une des meilleures « spécialistes » de ces questions.

Cependant une entrevue publiée par *Charlie Hebdo* le 10 septembre 1997 a brusquement placé ces travaux sous les feux de la rampe médiatique. Au détour d'une phrase elle disait que la stérilisation des jeunes femmes handicapées était pratique courante, sans que l'on puisse d'ailleurs établir la proportion exacte de toutes celles qui se sont vues ainsi privées, le plus souvent sans en avoir eu connaissance, du droit à la maternité. Cette information n'est pas à proprement parler un scoop car tous ceux qui connaissent ce domaine sont au courant de ces pratiques, qui ont de surcroît une longue histoire. Ce n'est pas non plus nécessairement une pratique intrinsèquement criminelle que l'on épingle ainsi. Le respect de la vie sexuelle et de la liberté sexuelle de certaines catégories de personnes handicapées pose des problèmes très difficiles. La stérilisation est d'ailleurs plus

souvent demandée par les familles qu'elle n'est faite à l'initiative de responsables administratifs cyniques ou de professionnels inhumains. Il y a tout un débat à mener, et qui est d'ailleurs engagé, sur les dimensions éthiques, sociales et économiques des différentes options envisageables face à ce douloureux problème. « L'information » concernant les pratiques de stérilisation constitue une pièce essentielle à verser à ce dossier.

Pourtant « l'information » livrée à *Charlie Hebdo* s'est inscrite dans une toute autre logique. Dans un contexte sensibilisé par la « révélation » antérieure de pratiques du même type déployées sur une large échelle en Suède, elle a été reprise, amplifiée, décontextualisée et déformée dans le cadre d'une intense campagne médiatique. D'interviews dans la presse à grand tirage en interventions télévisées (*La cinq*, *A tout savoir* ; France 2, *D'un monde à l'autre*) aux prises avec les réserves de certaines administrations de la recherche inquiètes des risques d'exploitation politique des données « scientifiques », Nicole Diederich a douloureusement vécu ces situations à travers lesquelles elle s'efforçait de maintenir ou de rétablir un point de vue objectif et mesuré, avec la conscience du fait que la plupart des paramètres lui échappaient.

Beaucoup de sociologues ont vécu des situations de ce type, même si c'est le plus souvent sous un mode moins aigu. Ainsi, il n'est pas

exceptionnel de retrouver, dans un entretien accordé à la presse ou à la télévision, dans des citations décontextualisées de publications, à travers l'utilisation qui est faite des rapports de recherche, voire dans des déclarations d'administrateurs ou de responsables politiques, comme un reflet déformé de données produites à partir du souci de rigueur et de sobriété qui est censé être au cœur de la déontologie du sociologue. D'où, en règle générale, une très grande méfiance (qui n'exclut pas nécessairement la fascination) du milieu sociologique à l'égard des médias et même de ce que l'on nomme d'un terme un peu vague « la demande sociale », qui peut désigner une commande directement adressée au sociologue par une administration ou une institution, mais aussi des questions qui le sollicitent parce qu'elles sont dans l'air du temps, l'objet des préoccupations communes et constituent la vulgate des médias. Cette suspicion donne lieu souvent à une attitude frileuse que l'on pourrait qualifier de puritanisme de la recherche : tenter de répondre à la « demande sociale », c'est risquer la compromission, accepter de dévoyer les exigences de l'objectivité de la science en la mettant au service d'intérêts prosaïques et vulgaires, lorsque ce n'est pas purement et simplement céder au narcissisme de la prestation médiatique.

L'engagement civique du sociologue peut passer par les médias

Ces questions mériteraient d'être franchement débattues entre sociologues car elles engagent leur responsabilité professionnelle et ne paraissent pas susceptibles de recevoir une réponse univoque. Je livre ici mon opinion qui, comme on dit, n'engage que moi-même et appelle à discussion. Le sociologue n'a certes pas à se mettre au service des médias, ni à se plier aux pressions de l'air du temps. Mais la posture puritaine n'a pas à être valorisée pour autant. Elle repose sur l'illusion d'une autonomie de la connaissance sociologique complètement affranchie de son enracinement social comme de l'impact qu'elle peut avoir sur la société. Mais si le sociologue est aussi un sujet social et un citoyen, c'est à la compréhension-transformation des questions sociales qui l'environnent qu'il doit s'attacher, et il ne peut mépriser ou coordonner la diffusion-vulgarisation des connaissances qu'il produit.

Prenons d'abord la question sous l'angle du rapport aux médias, qui n'en constitue pourtant qu'un aspect. En premier lieu, le puritanisme sociologique tend à mon sens à surestimer l'incompétence ou la mauvaise foi des médias à restituer les informations qu'on leur transmet. Il

est certes des situations piégées, des sujets que l'on maîtrise mal ou dont on peut prévoir que l'interprétation qu'on en propose sera mal comprise, et il faut savoir refuser des demandes d'interventions médiatiques. C'est la liberté du chercheur, et elle est absolue. Si par contre il accepte, il est responsable de son choix et ne peut se réfugier derrière un discours trop commun de déploration de la perversité médiatique. D'après mon expérience, la majorité des journalistes sont des hommes et des femmes de bonne volonté avec lesquels on peut le plus souvent nouer un rapport de confiance si on s'en donne la peine. Par contre, ils sont pris dans un système de contraintes professionnelles impitoyables. En règle générale, ils doivent faire vite et court, ce qui se prête mal à la restitution des méandres de la pensée et de la subtilité des arguments balancés. Mais c'est faire preuve d'un ethnocentrisme ridicule de s'indigner de ne pas retrouver dans un papier d'une page les nuances et précisions qu'il faudrait deux cents pages pour expliciter.

Tout ne peut être contrôlé pour autant, et il existe un risque réel de simplification outrancière, de déformation, voire de trahison du message que l'on voudrait transmettre. Mais mon point de vue – à discuter évidemment – c'est qu'il vaut le plus souvent la peine de courir ce risque après l'avoir pesé, c'est à dire avoir jugé qu'il ne représentait qu'un risque de l'ordre de l'improbable plutôt que du probable. Ceci à partir de la conviction, toujours à discuter, que le sociologue doit rendre des comptes à l'ensemble de ses concitoyens, et pas seulement à ses institutions officielles de contrôle et à son groupe de pairs. Il faut souhaiter, et tout faire pour, que la connaissance sociologique sature les critères les plus rigoureux de l'exercice de la profession. Mais il faut souhaiter aussi – si du moins elle énonce quelque chose qui importe – qu'elle soit connue, discutée et éventuellement reprise dans l'espace public, et la médiatisation est un canal important, parfois nécessaire, pour y parvenir. Évidemment, sauf à être complètement naïf, les reprises – au niveau de l'opinion publique, des « décideurs » ou des responsables politiques par exemple – ne peuvent aller sans les risques de simplification ou de déformations que j'ai évoqués. Pourtant ne vaut-il pas mieux les courir que de rester crispé sur une conception de l'objectivité confinée à un cercle de spécialistes, parfois auto-proclamés ? C'est la question que je pose. Mais il me semble par exemple que la situation traversée par Nicole Diederich et qui a introduit mon propos représente une péripétie tout compte fait positive à la fois pour elle-même

et pour la sociologie. Expérience difficile, qui exige de la vigilance et du courage pour l'affronter, et qui n'exclut jamais complètement la possibilité qu'elle entraîne des effets pervers. Mais il me paraît en tout état de cause préférable que le travail rigoureux d'une chercheuse contribue à alimenter le débat public, fût-ce au prix de simplifications, voire même de déformations, plutôt que de rester cantonné à la semi-confidentialité des échanges entre initiés.

Entendre la demande sociale

Je suis tenté d'extrapoler ces remarques sur la médiatisation de la recherche sociologique à la relation plus générale que doit entretenir la sociologie avec la « demande sociale » entendue comme le système d'attentes de la société à l'égard de problèmes quotidiens qui la sollicitent. Ici aussi le puritanisme sociologique me paraît l'expression d'un élitisme de mauvais aloi. Sans doute ne faut-il pas épouser comme telles les formulations du sens commun mais les travailler, les déconstruire et les reconstruire comme on dit toujours. J'en suis d'autant plus convaincu que je n'ai jamais fait que cela. Mais j'insisterai sur la proposition, beaucoup plus sujette à controverses, qu'il faut toujours aussi partir de et revenir à ces demandes communes. Autrement dit, l'objet principal, ou tout du moins un des objectifs principaux de la sociologie, serait d'essayer de comprendre et de prendre en charge ce qui pose problème aux gens c'est-à-dire d'abord aux non-spécialistes, au *vulgum pecus*. En termes plus recherchés, cela signifie qu'il existe dans toute société sans doute, et dans la nôtre aujourd'hui certainement, ce que l'on pourrait appeler des « configurations problématiques », des questions qui s'imposent à l'attention, et pas seulement à l'attention des savants, parce qu'elles perturbent la vie sociale, disloquent le fonctionnement des institutions, menacent d'invalidation des catégories entières de sujets sociaux. Ainsi le chômage de masse, la précarisation des relations de travail, la déréliction de certaines banlieues, mais aussi la crise des sociabilités quotidiennes, les dysfonctionnements de l'école, de la famille ou du système de santé, les ratages de la protection sociale, etc. On évoque tous les jours ces situations dans les médias, elles constituent la trame des préoccupations d'une foule de gens qui les vivent le plus souvent sous la forme de l'incompréhension et du désarroi. Mais j'oserais avancer que la palette de ces « configurations problématiques » – problématiques parce que l'on peine à les comprendre, et plus encore à les maîtriser – représente un

programme (le programme ?) privilégié de la recherche *théorique* aussi bien que pratique en sociologie. La demande sociale, entendue en ce sens, c'est la demande que la société, c'est-à-dire les sujets sociaux différemment configurés dans l'espace social, adressent à la sociologie, et c'est le travail des sociologues de tenter d'y répondre. Pour ce faire, il faut sans doute s'éloigner de leur formulation immédiate (les « déconstruire » et les « reconstruire »). Mais elles ne devraient jamais cesser d'être à la fois l'horizon et la finalité de toute recherche sociologique. Je vais jusqu'au bout du raisonnement pour provoquer des réactions : les recherches respectables et indispensables qui ne seraient pas balisées par cette problématique de la demande sociale devraient certes avoir droit de cité, mais ne devraient pas être qualifiées de recherches sociologiques. Car l'alpha et l'oméga de la sociologie – et un auteur aussi incontestablement sociologue qu'Émile Durkheim l'a parfaitement perçu – est le travail de prise en charge des questions sociales qui nous sollicitent *hic et nunc*. Même si, pour bien partir du *hic et nunc* et pour avoir des chances d'y bien revenir, il faut emprunter de longs détours et même en ce qui me concerne, je crois, de longs détours historiques.

Élargir le débat

En proposant ces remarques, je ne suis pas du tout certain d'exprimer l'opinion unanime des chercheurs du CEMS, et je pense, et souhaite même, qu'elles y suscitent un débat. Mais si je me permets pourtant de les livrer dans notre *Lettre* collective, c'est que je pense, *a minima*, qu'elles ne trahissent pas les orientations fondamentales de l'équipe. Je ne fais pas partie de l'histoire de longue durée du CEMS fondée par Alain Touraine il y a trente ans. Mais en l'intégrant beaucoup plus tard, je m'y suis senti à l'aise. Car l'étude de « mouvements sociaux » vise bien l'analyse de ces turbulences qui affectent l'ordre social et des forces qui travaillent à sa décomposition et à sa recomposition. Sans doute avons nous été de plus en plus conduits par les profonds changements sociétaux intervenus depuis une vingtaine d'années à prêter une attention croissante au « travail du négatif » qui est au cœur des transformations sociales actuelles, et à être plus sceptiques à l'égard de la positivité des mouvements qui émergent dans cette conjoncture. D'où l'intérêt pour la diversité des situations à travers lesquelles la cohésion sociale est mise à l'épreuve, l'inquiétude autour de la question de qu'est-ce qui fait lien, qu'est ce

qui maintient ou au contraire menace la qualité et la pérennité du lien social, qu'est-ce qui permet, ou pourrait permettre, de le reconstruire lorsqu'il est menacé d'effondrement. Ces préoccupations sous-tendent une large partie du programme du CEMS et il ne me paraît pas incongru de les situer dans le cadre d'une problématique critique de réponse à la demande sociale. Ceci dans la mesure où cet intérêt, ces inquiétudes, ces préoccupations sont aussi celles de larges secteurs de la société, et que la diversité de leur approche et de leur traitement renvoie à l'éclatement des configurations problématiques qui caractérise l'état actuel de la société elle-même. Mais au-delà du programme du CEMS, je suggère aussi que la prise en charge de configurations qui mettent en question notre façon d'être ensemble, de « faire société » dans notre société, et dont « la demande sociale » est l'expression plus ou moins spontanée, pourrait circonscrire le programme de la sociologie en général.

Robert Castel

Prochaine tribune : Véronique Garros